



Intervention le 15 juin 2013 : Nathalie Gamiochipi, Secrétaire Générale

Chers-es camarades,

Cette journée de mobilisation nationale à Paris est un moment exceptionnel de lutte.

Nous sommes venus des 4 coins du territoire pour faire entendre et converger nos revendications.

Ensemble, que nous soyons usagers ou salariés du publics et du privé, nous portons l'exigence d'un grand service public de santé et d'action sociale qui répondent aux besoins de tous, où qu'ils vivent et quels que soient ses moyens.

Il est urgent de rompre avec les politiques d'austérité, qui sacrifient notre système de santé et d'action sociale, pour satisfaire aux critères du libéralisme et à l'appétit des actionnaires par la privatisation de pans entiers de notre secteur.

Pas une seule région, pas un seul département, pas un seul établissement n'est épargné par la recomposition sanitaire et sociale orchestrée par la loi HPST et l'insuffisance de financement de nos structures.

Nous exigeons une autre politique sanitaire et sociale définie à partir des besoins des populations pour garantir l'égalité d'accès de tous à des prises en charge de qualité.

Pour cela, nous exigeons un financement ambitieux de la protection sociale, pour la consolider et la renforcer, pour en finir avec son démantèlement. Cela est possible à condition de répartir autrement les richesses produites par le travail.

Les promesses de changement doivent être tenues, il en va de la crédibilité du gouvernement, mais surtout de l'avenir de la société, dans une période où les thèses les plus réactionnaires se répandent.

Il n'est plus possible d'accuser de nouveaux reculs, le gouvernement doit prendre ses responsabilités, arrêter de tourner le dos à nos attentes en feignant de les ignorer ou en minimisant la réalité de nos difficultés.

- L'emploi ne peut plus être la variable d'ajustement de l'équilibre financier des établissements, car ce sont nos conditions de travail et l'organisation du travail qui en pâtissent. Les conditions de travail se sont tellement détériorées ces dernières années, que le gouvernement ne fournit même plus de bilan social national, le dernier date de 2008 !

Le nombre de tentative de suicide dans notre secteur est tenu secret, pourtant rien que sur l'APHP se sont au moins 35 collègues qui sont passés à l'acte depuis 2010.

Pour la seule année 2013, 7 collègues ont mis fin à leurs jours sur leur lieu de travail et 7 ont fait des tentatives de suicide.

Partout les suppressions de postes, les non remplacements de départs à la retraite, s'apparentent à de véritables plans sociaux. Ceux sont des milliers de postes qualifiés qui ont été et vont être supprimés, cette hémorragie doit être stoppée.

- La reconnaissance de notre travail et de nos qualifications par une augmentation de nos salaires est urgente pour l'ensemble des professionnels.

Pour la 4^{ème} année consécutive, la valeur du point d'indice est gelé dans la Fonction publique, alors que les premières grilles de salaires débutent en dessous du SMIC, alors qu'une ASH ne percevra que 200€ de plus entre le début et la fin de sa carrière si elle y parvient...

- Les garanties collectives, statuts et conventions collectives doivent être améliorées. Ce gouvernement est le premier à avoir permis la dénonciation d'une garantie collective, avec la dénonciation de la CCN 51 par les employeurs de la FEHAP. Aujourd'hui, toutes les conventions collectives sont menacées, celle de la Croix Rouge fait l'objet d'une révision.
- Les partenariats publics/privés et les emprunts toxiques doivent être dénoncés, car ils aggravent la situation financière déjà tendue des Hôpitaux. Le gouvernement doit s'engager dans le rachat des baux emphytéotiques passés avec les grands groupes du bâtiment côtés en bourses et obtenir des taux d'emprunts justes et maîtrisés.
- Les restructurations, les fusions ou fermetures d'établissements n'ont aucune justification autre que comptable. C'est le cas de tous nos établissements en luttés : les Bluets, l'hôtel Dieu, les Lilas...

Les communautés hospitalières de territoires se fondent sur les mêmes principes de réduction et de rationalisation des dépenses. La psychiatrie parisienne subit de plein fouet la mise à mort de la psychiatrie de secteur qui va rassembler 5 établissements et 8000 salariés (Maison blanche, Peray Vaucluse, Ste Anne, l'ASM1, Esquirol)

- A cela s'ajoute un dialogue social de plus en plus difficile, avec la multiplication des cas de répressions syndicales. Ce n'est pas ce que nous attendions de ce gouvernement.

Alors que vont s'ouvrir les premières discussions sur le projet de loi de finances et le projet de loi de finance de la sécurité sociale, nous voulons que soient pris en compte nos

revendications. Nous exigeons un moratoire sur toutes les restructurations et l'ouverture de négociations sur :

1. le financement des établissements,
2. l'emploi et la formation
3. les salaires

Cette journée de mobilisation est une étape. La semaine prochaine, nous rencontrons la Ministre des affaires sociales et de la santé et nous serons vos porte-voix.

Dès maintenant, nous avons l'obligation de donner des suites à cette journée. En continuant à nous opposer aux restructurations et aux fermetures de services et d'établissements. Mais surtout en créant les conditions d'élargir la mobilisation avec l'ensemble des salariés et plus largement toute la population, pour obtenir dès cet automne une loi de finance de la sécurité sociale en rupture avec ce que nous avons connu ces dernières années.

C'est le seul moyen d'aller vers un véritable service public de santé et d'action sociale.